

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



DISTR.
CENTRALE

E/CN.4/SR.189
22 mai 1950

ORIGINAL : FRANÇAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sixième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA CENT QUATRE-VINGT-NEUVIÈME SÉANCE
Tenue à Lake Success, New-York,
le vendredi 12 mai 1950, à 11 heures 15.

SOMMAIRE

- Mesures de mise en oeuvre (E/1371, annexe III; E/CN.4/366, E/CN.4/366/Corr. E/CN.4/353/Add.10, E/CN.4/353/Add.11) (suite) :
 - Proposition présentée par les États-Unis d'Amérique, la France, l'Inde et le Royaume-Uni (E/CN.4/474, E/CN.4/488) (suite) :
 - Articles 4 et 6 à 11.

PRESENTS

<u>Présidente:</u>	Mme ROOSEVELT	Etats-Unis d'Amérique
<u>Membres :</u>	M. WHITLAM	Australie
	M. NISOT	Belgique
	M. VALENZUELA	Chili
	M. TCHANG	Chine
	M. SORENSEN	Danemark
	M. RAMADAN	Egypte
	M. CASSIN	France
	M. THEODOROPOULOS	Grèce
	Mme MEHTA	Inde
	M. MENDEZ	Philippines
	M. HOARE	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
	M. ORIBE	Uruguay
	M. JEVREMOVIC	Yougoslavie

Représentantes d'organisations non gouvernementales de la catégorie A :

Mme STRAGUE	Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies (FMANU)
Mlle SENDER	Confédération internationale des syndicats libres (CISL)

Représentants d'organisations non gouvernementales de la catégorie B :

M. NOLDE	Comité des Eglises pour les affaires internationales
M. MOSKOWITZ	Conseil consultatif d'organisations juives
M. BEIER	Ligue internationale des droits de l'homme
M. GROSSMAN	Congrès juif mondial

Secrétariat :

M. SCHWELB	Directeur adjoint de la Division des droits de l'homme
M. STAVROPOULOS	Directeur de la Division des privilèges et immunités
M. DAS	Secrétaire de la Commission

MEURES DE MISE EN OEUVRE (E/1371, annexe III, E/CN.4/366, E/CN.4/366/Corr.1, E/CN.4/353/Add.10, E/CN.4/353/Add.11) (suite)

Proposition présentée par les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Inde et le Royaume-Uni (E/CN.4/474 et E/CN.4/488) (suite)

1. La PRESIDENTE invite la Commission à poursuivre la discussion de la proposition concernant les mesures de mise en oeuvre, présentée par les Etats-Unis, la France, l'Inde et le Royaume-Uni (E/CN.4/474).

2. M. WHITLAM (Australie), rappelant les observations faites la veille par la Présidente concernant les modifications qu'il serait nécessaire d'apporter aux articles 4, 6, 7 et 12 du projet à la suite de la décision prise par la Commission sur l'article 5, déclare que, bien qu'il ait voté contre le nouveau texte de l'article 5, il votera pour les articles précités, tels qu'ils seront modifiés, s'il est entendu que la question de principe posée par l'article 5 sera réexaminée ultérieurement par les organes compétents des Nations Unies.

Article 4

3. La PRESIDENTE met aux voix le texte initial de l'article 4.

A l'unanimité, le texte initial de l'article 4 est adopté.

Article 6

4. La PRESIDENTE invite les membres de la Commission à se prononcer sur le texte alternatif A auquel la délégation de l'Uruguay propose un amendement relatif au quorum nécessaire pour l'élection des membres du Comité (E/CN.4/488).

5. M. NISOT (Belgique) estime que le texte initial est suffisant à condition de supprimer les mots "qui prennent part au vote", pour éviter les décisions prises à une majorité par trop faible.

6. La PRESIDENTE pense qu'il serait préférable de fixer un quorum, ainsi que le propose le représentant de l'Uruguay, étant donné qu'il pourrait s'avérer difficile de réunir une majorité des Etats contractants chaque fois qu'il sera nécessaire de procéder à des élections.

7. M. ORIBE (Uruguay) déclare que l'amendement qu'il a présenté à l'article 6 a pour objet d'exposer clairement la nécessité d'assurer un quorum pour procéder à l'élection des membres du Comité. La Commission se prononcera sur ce quorum lorsqu'elle procédera à l'examen de la première partie de l'article 6.

M. Oribe ajoute que le texte de son amendement correspond au texte de l'article 19 du Traité interaméricain d'assistance mutuelle conclu à Rio de Janeiro.

8. Mme MEHTA (Inde) demande quelle solution il conviendrait d'adopter au cas où les Etats qui prennent part au vote sont en nombre pair et qu'il y a partage égal des voix.

9. M. ORIBE (Uruguay) répond à la représentante de l'Inde que le Comité prendra une décision à cet égard lorsqu'il adoptera son règlement intérieur. Il fait observer que la délégation de l'Uruguay ne précise pas dans son amendement l'importance du quorum; ce chiffre devra être fixé par le Comité lui-même.

10. M. HOARE (Royaume-Uni) souligne que la deuxième phrase de l'article 6 signifie que le nombre des Etats participant au vote peut être inférieur au nombre des Etats qui auront ratifié le pacte. En cas de partage égal des voix, il ne sera pas possible de procéder à l'élection des membres du Comité. Aussi convient-il d'adopter une disposition à cet égard.

11. Cependant, la suggestion du représentant de l'Uruguay ne semble pas très réaliste, car les Etats parties au pacte seront sans doute disposés à respecter les obligations de ce pacte et ils enverront très certainement des représentants aux élections des membres du Comité. Il y a donc fort peu de chances pour que le nombre des Etats prenant part au vote soit inférieur ou égal à celui des Etats n'ayant pas envoyé de représentants. Le représentant du Royaume-Uni se prononce en faveur du texte A original. Il estime que, si la Commission adoptait l'amendement de l'Uruguay, elle se prononcerait d'ores et déjà sur une disposition devant être normalement réglée par le règlement intérieur du Comité.

12. M. ORIBE (Uruguay) ne pense pas non plus que les Etats manqueront à leurs obligations, mais il estime nécessaire de fixer néanmoins un quorum. Le Comité aura d'autant plus de prestige que le nombre des Etats participant à l'élection de ses membres sera plus grand. En réponse au représentant du Royaume-Uni, M. Oribe ne croit pas que l'établissement d'un quorum ne soit qu'un détail à préciser dans le règlement intérieur du Comité; au contraire, de ce quorum dépend la structure même du Comité. Le quorum permettra au Comité d'accomplir au mieux ses fonctions.

13. La PRESIDENTE rappelle que le règlement intérieur de tout organe contient un article relatif au quorum. A son avis, il suffirait d'adopter la deuxième phrase de l'article 6, car la plupart des Etats parties au pacte désireront participer aux élections.

14. M. THEODOROPoulos (Grèce) se prononce en faveur de l'amendement de l'Uruguay. L'établissement d'un quorum permettra de mesurer l'intérêt que manifesteront les Etats à l'égard des travaux du Comité. Si ce quorum n'est pas atteint, on pourra en conclure qu'il faut améliorer le mécanisme qu'établit actuellement la Commission des droits de l'homme.

15. M. Sorensen (Danemark) fait remarquer que deux questions se posent : en premier lieu, quel est le nombre minimum des Etats devant participer aux élections ? Deuxièmement, à quelle majorité une décision devra-t-elle être adoptée ? L'amendement de l'Uruguay fait mention d'un quorum qui ne pourra être fixé qu'au moment de la réunion des représentants envoyés par les Etats parties au pacte. Il est donc inutile d'insérer dans l'article 6 une disposition sur le quorum. Cependant, si la Commission désire préciser le nombre minimum d'Etats participant aux travaux du Comité, il conviendrait de modifier de la façon suivante l'amendement de l'Uruguay :

"Pour ces élections, le quorum sera constitué par la majorité des Etats parties au Pacte".

16. M. CRIBE (Uruguay) fait observer à nouveau que l'adoption de son amendement dépend de l'adoption de la deuxième phrase de l'article 6. Si cette phrase est adoptée telle quelle, le représentant de l'Uruguay devra modifier son texte en conséquence. Mais, si dans la deuxième phrase de l'article 6 on supprime les mots "qui prennent part au vote", il maintiendra son amendement sous sa forme actuelle. Le représentant de l'Uruguay demande donc que la Commission se prononce en premier lieu sur les deux phrases du texte A de l'article 6.

17. M. Tchang (Chine) voudrait que la Commission se prononce sur les mots "qui prennent part au vote". Les membres du Comité doivent jouir d'une haute considération et c'est pourquoi ils devraient être élus par la majorité des Etats parties au pacte.

18. Mme MEHTA (Inde) partage le point de vue du représentant de la Chine. Elle fait observer que, si la Commission ne prend pas une disposition appropriée, les membres du Comité pourraient fort bien être élus par un nombre très peu élevé d'Etats parties au pacte.

19. Le PRÉSIDENTE signale que l'amendement proposé par le représentant du Danemark à l'amendement de l'Uruguay répond à la question posée par le

représentant de la Chine.

20. M. CASSIN (France) suggère de modifier ainsi l'amendement du Danemark :
"Le quorum sera constitué par les deux tiers des Etats parties au pacte"
21. M. SORENSEN (Danemark) accepte la suggestion du représentant de la France.
22. M. CRIBE (Uruguay) approuve le texte proposé par le représentant du Danemark.

Par 12 voix contre zéro, avec une abstention, l'amendement du Danemark est adopté.

Par 11 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le texte A proposé pour l'article 6 est adopté.

Par 9 voix contre zéro, avec 4 abstentions, l'ensemble de l'article 6, tel qu'il a été amendé, est adopté.

Article 7

23. La PRESIDENTE met aux voix le texte initial de l'article 7 du projet commun.

Par 9 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le texte initial de l'article 7 du projet commun est adopté.

Article 8

24. M. NISOT (Belgique) aurait aimé voir préciser, dans le deuxième paragraphe de cet article, que tout membre du comité, élu en remplacement d'un membre dont le mandat n'est pas expiré, "ne sera élu que pour la période restant à courir du mandat de son prédécesseur." Toutefois, il n'insistera pas sur cette rédaction.
25. M. CASSIN (France) déclare que le premier paragraphe de cet article doit être modifié de manière à tenir compte des modifications apportées aux articles 3 et suivants.
26. En réponse à la PRESIDENTE, qui propose la formule "il sera procédé selon les règles prévues aux articles précédents", M. CASSIN (France) souligne qu'il ne convient pas de faire référence à l'article 2 dont le paragraphe 3 ne s'applique pas à l'échelon de candidats aux sièges devenus accidentellement vacants.

27. Mme METHA (Inde) se prononce en faveur du texte initial du paragraphe 3.
28. M. WHITLAM (Australie) propose la formule "selon les règles suivies lors d'une élection régulière".
29. M. HOARE (Royaume-Uni) déclare que, en vertu du texte initial, les vacances qui se produisent accidentellement doivent être pourvues de la même manière que les vacances régulières. En ce qui concerne la proposition du représentant de l'Australie, M. Hoare déclare qu'à la suite des amendements du Danemark et de la France, à l'article 3, la liste des candidats désignés par les Etats sera valable pour deux ou trois ans. Si l'on prévoyait qu'en cas de vacance, il sera procédé selon les règles suivies lors d'une élection régulière, on permettrait aux Etats de présenter des listes supplémentaires, ce qu'il faudrait éviter. Il convient donc de procéder en la matière avec beaucoup de prudence.
30. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, ne pense pas que le Secrétaire général aurait des difficultés à réunir les membres des délégations permanentes des Etats Membres en vue de pourvoir aux vacances. Il ne conviendrait pas d'accorder au même Etat le droit absolu de voir un de ses propres candidats occuper un siège devenu accidentellement vacant. Au cas où il y aurait un grand nombre d'Etats contractants, il faudrait permettre au plus grand nombre d'Etats possible de désigner des candidats pour les sièges qui deviendraient vacants.
31. M. HOARE (Royaume-Uni) propose de modifier le premier paragraphe de l'article 8 comme suit : "En cas de vacance, il sera procédé par élection selon les règles prévues aux articles 3, 4, 5 et 6."
32. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, M. CASSIN (France) et Mme METHA (Inde) acceptent cette formule.
33. La PRESIDENTE met aux voix la proposition du représentant du Royaume-Uni.
- Par 7 voix contre une, avec 5 abstentions, la formule proposée par le représentant du Royaume-Uni est adoptée.
34. La PRESIDENTE met aux voix le deuxième paragraphe de l'article 8.
- A l'unanimité, ce paragraphe est adopté.
- Par 11 voix contre zéro, avec 2 abstentions, l'ensemble de l'article 8 est adopté.

Article 9

35. La PRESIDENTE met aux voix l'article 9.

Par 11 voix contre zéro, avec 2 abstentions, l'article 9 est adopté.

Article 10

36. M. NISOT (Belgique) rappelle que c'est le Secrétaire général qui doit ^{de} agir en cas de démission d'un membre du Comité. Aussi propose-t-il l'amendement suivant au texte de l'article 10 : "La démission d'un membre du Comité sera adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en informera le Président."

37. M. HOARE (Royaume-Uni) pense que le principe posé par l'article 10, qui est d'ailleurs conforme à l'usage, doit être maintenu. Si le Président du Comité est absent, la démission sera transmise au Secrétaire général.

38. M. NISOT (Belgique) est disposé, pour donner satisfaction au représentant du Royaume-Uni, à modifier ainsi son amendement : "La démission d'un membre du Comité sera adressée au Président, par l'entremise du Secrétaire général."

39. M. MENDEZ (Philippines) s'associe aux objections soulevées par le représentant du Royaume-Uni. La règle ^{qui} veut que la démission d'un membre du Comité soit adressée au Président est une règle élémentaire. Le Secrétaire général n'a pas à intervenir dans la question.

40. M. ORIBE (Uruguay) dit que, s'il a bien compris, le représentant de la Belgique craint que, si la démission d'un membre du Comité est adressée au Président, elle ne parvienne pas toujours à la connaissance du Secrétaire général. M. Oribe ne pense pas que cette crainte soit justifiée. Il faut, en tous cas, respecter l'usage qui veut que la démission d'un membre d'un organisme soit adressée au Président, et il votera en conséquence pour le texte original.

41. M. MENDEZ (Philippines) demande quelques explications au représentant de la Belgique. Si la démission est adressée au Président par l'entremise du Secrétaire général, comment le Secrétaire général saura-t-il qu'il s'agit d'une démission et qu'il doit la transmettre au Président ?

42. M. NISOT (Belgique) explique qu'il pourra être difficile aux membres du Comité d'atteindre le Président, alors que le Secrétaire général a une adresse fixe.

43. M. CASSIN (France) dit que les membres du Comité doivent notifier d'abord au Président leur démission. On pourrait dire par exemple que tout membre du Comité doit adresser sa démission au Président et en aviser le Secrétaire général. Cette procédure serait plus correcte. Une autre solution consisterait à dire que la démission doit être adressée au Président par l'entremise du Secrétaire du Comité. Mais il faut éviter de faire intervenir le Secrétaire général en tant que tiers entre les membres du Comité et le Président.

44. M. HOARE (Royaume-Uni) appuie la suggestion du représentant de la France qu'il estime préférable à celle du représentant de la Belgique. En effet, le Secrétaire du Comité sera nommé par le Secrétaire général. Il sera donc en permanence au siège de l'Organisation des Nations Unies et pourra facilement toucher le Président.

45. M. ORIBE (Uruguay) partage le point de vue du représentant de la France. Le texte original prête, en effet, à confusion et permet de penser que la démission d'un membre du Comité ne sera valable que lorsqu'elle aura été transmise au Secrétaire général. Or il faut que la démission soit effective et valable dès qu'elle aura été portée à la connaissance du Président.

46. M. MENDEZ (Philippines) estime qu'il est inutile de prévoir tous ces détails et qu'il serait préférable de dire tout simplement que la démission doit être adressée au Président.

47. M^{me} MEHTA (Inde) préfère le texte original de l'article 10. La démission doit être adressée au Président et il faut la porter à la connaissance du Secrétaire général afin que ce dernier puisse prendre toutes dispositions en vue de l'élection d'un nouveau membre.

48. M. RAMADAN (Egypte) pense qu'il faut maintenir la règle de déférence à l'égard du Président, qui exige que la démission d'un membre du Comité lui soit adressée. Le fait que la démission est transmise au Secrétaire général n'empêche aucunement qu'elle devienne effective du jour où elle a été adressée au Président.

49. M. CASSIN (France) propose le texte suivant : "La démission d'un membre du Comité pourra être adressée au Président par l'entremise du Secrétaire du Comité, qui en avisera aussitôt le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies."

50. La PRESIDENTE met aux voix le texte de cette proposition.

Par 9 voix contre zéro, avec 3 abstentions, ce texte est adopté.

51. La PRESIDENTE invite la Commission à voter sur l'ensemble du texte de l'article 10 amendé.

Par 9 voix contre zéro, avec 4 abstentions, le texte de l'article 10 amendé est adopté.

Article 11

52. M. THEODOROPoulos (Grèce) demande quelques explications aux auteurs de cet article. Les membres du Comité jouiront-ils dans leur pays des privilèges et immunités diplomatiques ?

53. M. CASSIN (France) dit que le Comité de rédaction a prévu cet article uniquement afin de donner aux membres du Comité les garanties qui leur sont nécessaires pour exercer librement leurs fonctions. Ces garanties doivent les protéger, tant dans leur propre pays qu'à l'étranger.

54. M. ORIBE (Uruguay) voudrait, à propos des privilèges et immunités des membres du Comité, connaître l'opinion du Secrétariat, car les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies jouissent de privilèges et immunités quelque peu différents des privilèges diplomatiques.

55. M. STAVROPOULOS (Secrétariat) dit qu'en effet la Charte des Nations Unies a établi un système de privilèges et immunités fonctionnels qui ne sont

pas aussi étendus que les privilèges et immunités diplomatiques. Mais il n'y a aucun inconvénient à ce que la Commission accorde aux membres du Comité les privilèges et immunités diplomatiques, car il s'agit, en l'espèce, d'un pacte particulier, distinct et séparé de la Charte.

56. La PRESIDENTE met aux voix le texte original de l'article 11 du projet.

Par 11 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le texte original de l'article 11 est adopté.

La séance est levée à 13 heures.